Année XXIV. N° 639 — 26 Avril 1924

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

NOTRE PREMIER MAI

Les camarades sont instamment invités à assister nombreux à notre réunion du JEUDI 24 courant, au local habituel. A l'ordre du jour, la manifestation du Premier Mai.

• • •

Nous avons relaté dans notre dernier numéro que Parti socialiste et Parti communiste auront, comme à l'ordinaire, la haute direction, sans oublier le profit financier, de la manifestation du Premier Mai. Ces partis revendiquent tous deux le monopole exclusif de la représentation du travail, comprise dans le sens d'une véritable soumission des travailleurs aux faiseurs de la politique. Or, si nous éprouvons la plus sincère solidarité pour socialistes et communistes, collègues de travail, cherchant d'abord à rendre moins dure la vie de l'atelier et ensuite à l'affranchir complètement, nous détestons les professionnels de la politique et aussi ceux qui, sans l'être encore, ne cherchent qu'à lâcher l'out l pour un fonctionnarisme parasitaire de gouvernement. Tout individu qui, au lieu de s'offrir pour coopérer à la production conformément à ses aptitudes et capacités, vient nous réclamer un mandat de dirigeant, un pouvoir, qui est forcément autre chose que le droit commun et propre à tous, ne saurait qu'être répudié par nous.

Ceci dit en thèse générale. Maintenant si nous passons à examiner le cas particulier, d'une part, d'un groupement minuscule justifiant la plus odieuse et sanglante tyrannie moscovite et réclamant pour le monde entier une domination sans contrôle et sans limites ; d'autre part, d'un parti fantoche qui a suivi ses dirigeants dans leurs pires compromissions, contradictions et marchandages, — nous sentons plus que jamais le besoin de mettre en garde les travailleurs contre des duperies renouvelées dont ils continuent, hélas ! à être victimes.

Nous ne cherchons point de nouveaux maîtres pour le travail. mais voulons le travail maître de lui-même, c'est pourquoi nous rejetons un syndicalisme régenté par les politiciens.

Parti socialdémocrate et Parti communiste ont fait leurs preuves se résumant par l'impuissance. Votants, cotisants, manifestants peuvent se chiffrer par centaines de milliers ; mais fidèles, de leur propre aveu, à « la vieille tactique éprouvée », tout l'effort du monde du travail demeurera encore, sinon vain, sans portée décisive.

Petite minorité, nous ne voulons pas quand même nous rendre complices d'un retour aux erreurs du passé. Aux camarades de venir le plus nombreux possible à notre manifestation, pour témoigner de l'existence d'un courant libertaire d'émancipation, auquel l'avenir réservera un rôle d'autant plus important que, sans désespérer, nous aurons travaillé à le maintenir et à le fortifier.

Qu'est-ce que c'est que le peuple souverain?
C'est un maître... qui obéit.

Quel est celui qui a toujours sa part?
Celui qui la prend.

Premier Mai

Nous publierons pour le prochain PREMIER MAI un numéro spécial illustré, qui sera mis en vente à 10 cent. l'exemplaire.

Prière aux groupes et à tous les camarades de nous faire parvenir promptement leurs commandes, afin de fixer à l'avance le chiffre du tirage.

Nous avisons aussi les camarades qui voudraient se charger à cette occasion de la vente de brochures, volumes, cartes postales et lithographies que nous pouvons leur en fournir.

Faisons vivre la Révolution !

III.

Insistons sur le fait de l'impuissance des puissances étatistes, car il représente à lui seul la meilleure justification du point de vue anarchique.

Nos adversaires nous assaillent de questions sur notre façon de concevoir et réaliser la société future et nous ne pouvons que leur en être reconnaissants. Trop grand est le nombre de camarades qui pensent que, l'ancien régime renversé et déraciné, toute chose s'arrangera d'elle-même, sans réfléchir que, faute d'une idée bien mûrie et d'une volonté agissante, une société passivement ou même spontanément revient surtout au passé.

Mais où les conservateurs ont tort, c'est lorsqu'ils feignent avoir déjà donné à tout problème une solutiou qu'il nous demandent par contre sur le champ et impérieusement. En réalité, il est évident que ces problèmes existent précisément parce qu'ils n'ont pas été résolus. Donnons des exemples.

• • •

— Comment résoudrez vous le problème de la criminalité ?

Voilà une questiou angoissante, car il est absurde d'admettre qu'une société, de même que l'individu isolé, renonce à se défendre contre des destructions et des usurpations et à empêcher la violence sanguinaire. Mais les bourgeois, malgré toute une organisation savante dite de police et de justice, n'ont nullement fait disparaître, pas même atténué de beaucoup la criminalité. Les statistiques accusent parfois une diminution de délits et crimes, mais elle est due indiscutablement ou à une amélioration des conditions économiques, ou à un adoucissement progressif des mœurs. Policier, geôlier, juge et bourreau n'y sont vraiment pour rien. Le monde capitaliste, tout en prévoyant comme éternelle la criminalité — bien à raison, d'ailleurs, étant donné sa constitution — nous reproche de ne pouvoir donner l'assurance de sa disparition totale et immédiate. Or, comment ne pas voir que si l'autorité la plus dure, la pénitencerie la plus développée n'ont servi de rien, c'est dans un tout autre sens que nous avons à chercher le remède ?

Même remarque pour la question de l'oisiveté. A entendre les bourgeois, il semblerait d'abord qu'ils ont résolu le problème de donner un travail régulier et suffisamment rémunérateur à tout le monde, que leur régime n'engendre pas une foule de parasites, de fainéants ou, ce qui pis est, d'individus occupés à des tâches nuisibles, soldats, douaniers, mouchards, bureaucrates, etc. Ici encore, si la contrainte la plus brutale, celle de la faim, a laissé subsister le mal, le remède ne peut se trouver que dans un principe opposé.

La gent bourgeoise est enfin surtout fière de son organisation de la production et de sa distribution. Et railleuse nous demande notre solution. Mais en réalité, la production actuelle est chaotique, frelatée, criminelle parfois. Il y a sur les marchés une énorme quantité de produits de qualité inférieure, qui représentent un odieux sabotage systématique et qui, comble d'ironie, sont destinés à la consommation des producteurs mêmes.

Malgré tout, le monde continue à vivoter et à souffrir surtout, sous la perpétuelle menace de quelque nouvelle catastrophe, et c'est ce que les capitalistes appellent état de civilisation à défendre contre la prétendue barbarie de ceux qui réclament la paix et le bien-être pour tous.

• • •

Une conclusion bien nette se dégage de tout cela. D'une part, le capitalisme a implicitement renoncé aux solutions des problèmes les plus urgents et n'en parle que pour les renvoyer éternellement, tout en laissant croire dans le feu de la discussion que ces solutions existeraient déjà. D'autre part, une expérience séculaire ayant révélé l'impossibilité des solutions autoritaires, c'est bien celles libertaires qu'il faudra envisager. En d'autres termes, tout problème est social et non gouvernemental, et par conséquent anarchique et nullement étatiste.

A quelque chose malheur est bon. Le fait que les partisans du communisme d'Etat, nantis de tout le pouvoir, aient pu tenter en Russie l'expérience aussi grandiose que désastreuse de la dictature soi-disant du prolétariat a servi aussi à appuyer notre thèse d'une nouvelle preuve. Maîtres d'un pays immense, au sol fertile et riche en matières premières de toute nature, les bolchevistes, après s'être opposés à toute organisation directe et libre des producteurs, n'ont pu que faire appel aux exploiteurs du monde entier pour la mise en valeur de leurs richesses. C'est un comble pour un prétendu gouvernement d'ouvriers et de paysans que d'offrir la gestion de la production à de grands bourgeois, c'est vrai, et non pas à de petits bourgeois que les dictateurs moscovites méprisent si hautement, bien qu'en somme ils l'aient été eux-mêmes toute leur vie, en se plaçant toujours par leurs prétentions, non *dans* le prolétariat, mais *au dessus* de lui.

Les bourgeois se servent de la faillite du bolchevisme contre toute idée de transformation sociale. Dénonçons avec force et inlassablement que ce qui a échoué en Russie n'est autre chose qu'une forme de capitalisme : le capitalisme d'Etat, dont l'application partielle avait d'ailleurs déjà fait mauvaise preuve dans d'autres pays. Et ajoutons surtout que tout pouvoir politique ne pourra jamais appliquer ou admettre dans le domaine économique que le capitalisme sous l'une ou l'autre de ses formes. Le travail ne

peut devenir son propre maître que par l'élimination du gouvernement. Ce fut là précisément l'idée maîtresse de l'œuvre de Proudhon.

• • •

Disons plus. Les étatistes de toutes nuances se plaisent à déclamer contre l'*anarchie* de l'économie bourgeoise. C'est là, en somme, un mensonge évident. La bourgeoisie pour favoriser ses affaires a su obtenir l'intervention constante de l'Etat : droits protecteurs et prohibitifs, défenses d'importation et d'exportation, exonérations d'impôts, conquêtes de marchés, traités de commerce, colonisations, monopoles, etc. — c'est-à-dire toute une action légale et gouvernementale et nullement anarchique. L'Etat, d'ailleurs, n'est jamais resté neutre dans les conflits économiques ; toujours la force armée est intervenue en faveur du capital. Le fameux libre jeu des forces économique ne s'est jamais vu : la force travail a été enchaînée et la force capital a par contre trouvé toutes les protections et faveurs désirées. Il n'y a certes pas en tout cela anarchie, autrement dit absencè de gouvernement. Au contraire, le gouvernement est toujours présent à côté du capital.

A un seul point de vue très spécial et nullement sous tous ses aspects, la production capitaliste pourrait être considérée comme anarchique. Et voici ce qu'en pensait Georges Sorel, pour lequel nous sommes bien loin de partager l'engouement de certains camarades, malgré quelques aperçus iugénieux rencontrés chez lui :

Le capitalisme n'a pas mal réussi dans ce qu'on a appelé son aveuglement et sa folie : si la bourgeoisie avait écouté les hommes pratiques, savants et moraux, elle aurait eu horreur du désordre qu'elle créait par son activité industrielle, elle aurait demandé à l'Etat d'exercer un pouvoir modérateur, elle se serait traînée dans une ornière conservatrice.

La bourgeoisie a opéré révolutionnairement et contrairement à toutes les idées que les sociologues se font d'une activité puissante et capable d'aboutir à de grands résultats. La révolution a été fondée sur la transformation des instruments de production, faite au hasard des initiatives individuelles ; on pourrait dire qu'elle a opéré suivant un mode *matérialiste*, puisqu'elle n'a jamais été dirigée par l'idée des moyens à employer pour réaliser la grandeur d'une classe ou d'un pays. Les capitalistes, dans leur fureur novatrice, ne s'occupaient nullement des intérêts généraux de leur classe ou de leur patrie ; chacun d'eux ne considérait que le plus grand profit immédiat. La puissance et la richesse de la bourgeoisie furent basées sur l'autonomie des directeurs d'entreprises.

C'est dire que les plus grands résultats obtenus par la bourgeoisie l'ont été précisément en tant qu'elle a opéré anarchiquement. Elle l'a fait malheureusement en sacrifiant un grand nombre de vies humaines ; mais, d'une part, ces sacrifices n'ont été possibles que parce que l'Etat était toujours prêt à défendre le capitalisme contre les révoltes ouvrières ; d'autre part, plus on étudie le développement industriel de près, moins le martyrologe ouvrier se justifie même dans le passé. Une main d'œuvre qui n'aurait pas été si brutalement pressurée, épuisée et écrasée ne pouvait que rapporter davantage.

Par son côté vraiment anarchique et révolutionnaire, la bourgeoisie a donc rendu des services réels à la civilisation et ils auraient probablement été plus grands et moins coûteux, sans l'intervention étatiste à laquelle pour finir elle n'a jamais manqué de recourir. Par contre, toutes les grandes catastrophes que nous lui devons sont bien le résultat de sa criminelle œuvre gouvernementale.

• • •

Il suffit de regarder autour de soi, dans l'activité de chaque jour, pour voir que les fonctions sociales vraiment utiles ont déjà un caractère nettement anarchique. Production, ravitaillement, transports, services publics représentent, à part une inutile et nuisible intervention gouvernementale, autant d'entreprises autonomes que seule la discipline volontaire et la bonne entente des travailleurs rendent possible. Que si nous passons aux rapports sociaux entre individus, nous voyons qu'ils sont réglés bien plus par les nécessités, par les mœurs que par les lois.

Rien donc de plus faux que de nier à l'anarchie un caractère pratique. En réalité, l'anarchie, l'autodirection de chaque individu se révèle nécessaire partout, tandis qu'il est facile de concevoir l'élimination successive de hautes directions autoritaires et parasitaires. Et cela dans un monde comme le nôtre, basé sur la subordination, la division en classes, les inégalités, qui sont à n'en pas douter autant de causes de déformations multiples des esprits, des caractères et des coutumes.

Tout redressement social ne saurait avoir pour effet qu'un développement de valeurs individuelles qui, loin d'éprouver le besoin de n'importe quelle contrainte, chercheraient à s'affirmer toujours plus librement.

A moins d'une violence organisée et systématique, l'homme tend pratiquement à l'anarchie, voilà donc notre conclusion.

L. B.

SALLE COMMUNALE
DE PLAINPALAIS

JEUDI Premier Mai
à 9 h. 1/2 du matin

PREMIER MAI
d'attente et d'action

CONFÉRENCE
par le camarade
L. BERTONI

Travailleurs,

Venez nombreux affirmer notre idée sincèrement révolutionnaire d'émancipation intégrale de la pensée et du travail dans la paix, le bien être et la liberté.

Bolchevisme

Il est difficile d'imaginer une doctrine plus prétentieuse, odieuse, nuisible et équivoque que la doctrine propagée dans le monde entier par les agents du gouvernement de Moscou. Et ce qu'il y a de plus navrant, c'est qu'elle ait pu survivre aux expériences les plus désastreuses et aux persécutions les plus féroces, accomplies par les nouveaux maîtres de la Russie.

Nous savons bien que le jour où les subsides moscovites viendraient à manquer, les adhérents au soi-disant communisme se trouveraient à bref délai sans bergers et le « parti des masses » ne serait plus que celui de quelques niais, sourds et aveugles volontaires, incapables de tout examen, de toute réflexion, de tout raisonnement. Il n'en est pas moins douloureux de constater qu'il y a dans les groupements d'avant-garde des fanatiques d'un fanatisme pire que celui de tous les religionnaires.

Même en s'en tenant exclusivement à ce que les publications gouvernementales russes veulent bien nous apprendre, le monde ouvrier devrait éprouver une véritable horreur pour l'escamotage tragique d'un grand mouvement révolutionnaire. Au lieu de cela, nous avons ou l'indifférence et l'ignorance complètes, ou un fatalisme idiot qui s'imagine vraiment que « c'était écrit » et qu'il ne saurait en être autrement.

En Russie, les bolchevistes ont conquis le pouvoir en faisant les promesses habituelles et propres à tous les programmes de candidats au gouvernement, de liberté, de paix, de bien-être assurés à tous. Mais chez nous et partout ailleurs ils parlent sans autre de discipline de fer et de soumission absolue, comme s'ils étaient déjà les maîtres. Nous les avons entendus dans des réunions publiques dresser ridiculement des listes de proscription, affirmer leur intention de mettre tout le monde au pas, de subordonner l'univers à leur incomparable Parti, à leurs omniscience et omnipotence. Le gendarme qui les aurait pris au collet à la sortie pour les mettre dedans, n'aurait eu à invoquer que les principes gouvernementaux dont ils venaient de se faire sottement les apologistes.

C'est aussi triste à dire, mais Mussolini peut répondre avec raison à tout reproche d'infamies et de violences sans nom, qu'en Russie il se passe des faits autrement graves.

C'est pour cela que nous ne saurions laisser subsister le moindre doute sur nos sentiments, qui n'ont d'ailleurs jamais changé, à l'égard du bolchevisme, doctrine soi-disant d'émancipation, mais bien propre en réalité à justifier les pires servitudes.

Rien de plus significatif que le fait que bolchevisme et fascisme aient pu les premiers s'entendre diplomatiquement. Le but poursuivi peut paraître différent, le bolchevisme étant l'héritier d'une révolution et le fascisme d'une réaction. En réalité, le temps travaille à les rapprocher toujours plus, si tant est qu'un rapprochement durable et sincère entre deux Etats soit jamais possible.

Humbert GIULINI.

VIZILLE (Isère). — Nous venons d'être cruellement éprouvés par la perte de notre vaillant camarade Humbert GIULINI, enlevé à l'affection des siens, à l'âge de 43 ans, après une courte maladie contractée à l'usine, où les travaux mal organisés font chaque jour des vides dans nos rangs.

Natif d'Italie, où il commença à lutter pour notre idéal, il passa plus tard en Suisse. Son activité de propagandiste devait s'y accroître ; c'était un vieil abonné du *Réveil* de Genève. Puis il vint en France, du côté de l'Oisan, où notre propagande était un crime, aussi s'en échappe-t-il pour venir à Vizille. Inconnu de tous, nous le remarquâmes vite dans les réunions publiques, et il devint rapidement notre ami intime, non seulement par son idéal qui était le nôtre, mais aussi par son caractère bon et affable de militant sincère et dévoué, que rien ne décourage, ni les trahisons des faux frères, ni la veulerie de la masse. Il fut à Vizille l'un des fondateurs de notre Syndicat des papetiers.

L'anarchie perd en lui un bon militant et la classe ouvrière un de ses défenseurs le plus généreux.

A ses obsèques, les camarades furent nombreux, et l'un d'eux en quelqnes mots bien sentis, lui dit un dernier adieu.

Au nom du Groupe, nous présentons à sa famille éplorée, nos condoléances les plus sincères.

R. Peyraud, secrétaire.

Contrat social et Justice sociale.

Cette revendication de la Justice sociale que nous poursuivons n'est pas subordonnée, Dieu merci, comme serait l'instance d'un procès vulgaire, à la question d'un contrat écrit ou verbal, supposé ou reconnu. Son point de départ est antérieur à toutes les conventions des hommes ; elle s'autorise du droit esseutiel de l'humanité ; elle s'identifie à la loi de son développement physiologique. Si chaque homme a le droit de respirer et tous les autres droits humains, il ne les possède pas en vertu d'un contrat.

C'est justement afin de consacrer et de sauvegarder ces droits inhérents à la nature humaine que nous réclamons aujourd'hui un Contrat positif, qui n'a pas encore existé, et l'institution d'un régime basé sur la loi du Contrat.

Les juristes du droit social qui crurent ajouter à la force de la revendication de la Justice en excipant d'un prétendu Contrat originel ne s'avisèrent que d'une niaiserie.

Où sont les sociétés qui n'aient pas au contraire abjuré à un moment ou à un autre, deux et plusieurs fois plutôt qu'une, les droits de l'humanité les moins aliénables ? Ces renonciations n'y font rien. Le droit subsiste dans son intégrité primitive. La prescription n'est pas recevable. Les lentilles d'Esaü qui se comptent par hectolitres n'engagent pas sa postérité.

E. Leverdays.

Garde ta maison contre son gardien.
Quand chacun s'aide, personne ne crève.
Comme tu feras ton lit, tu te coucheras.

Imprimerie, rue des Bains, 23.

Montjuich - La vision ultime

Nous venons de faire une nouvelle édition de ce tableau, qui a eu un si grand succès.

Le prix est de 70 cent. l'exemplaire pour la Suisse ; pour les pays étrangers, il sera établi suivant le change. Afin d'éviter de trop grands frais de port et d'emballage, il serait désirable que toute commande ne soit pas inférieure à dix exemplaires.

Autour de « notre » anarchisme

J'ai l'impression, et par ce qui paraît dans nos différents périodiques en Italie et au dehors, et par ce que les camarades nous envoient et qui en grande partie n'est pas publié soit par manque de place, soit par trop complète insuffisance de composition, j'ai l'impression, dis-je, que nous ne sommes pas encore arrivés à faire bien comprendre à tous les intentions que nous nous proposons dans cette Revue.

Il en est en effet qui, interprétant à leur manière notre formel désir d'esprit pratique et réalisateur, croient que nous entendons « initier un procès en révision des valeurs de l'anarchisme théorique », et selon leurs propres tendances ou leurs propres préférences craignent ou espèrent notre renonciation, en pratique sinon en théorie, à nos conceptions rigoureusement anarchistes.

Il s'en faut. En réalité, nous ne croyons pas, comme quelqu'un nous l'a fait dire, qu'il y ait « antinomie entre la théorie et la pratique ». Nous croyons, au contraire, qu'en général la théorie n'est vraie que si elle peut être confirmée par la pratique, et que, dans notre cas, si l'on ne peut réaliser immédiatement l'anarchie, ce n'est pas par faiblesse de la théorie, mais parce que tous ne sont pas anarchistes et que les anarchistes n'ont pas encore la force de conquérir au moins leur propre liberté et d'en imposer le respect.

En somme, nous restons fermes dans les idées qui depuis l'origine ont été l'âme du mouvement anarchiste et nous n'avons absolument rien à renier. Nous ne disons pas ceci pour nous en faire un mérite, car si nous pensions nous être autrefois trompés, nous sentirions le besoin de confesser notre erreur et de nous en corriger ; nous le disons parce que c'est un fait. Et qui connaît les écrits de propagande dispersés un peu partout par les fondateurs de cette Revue, arriverait bien difficilement à trouver une seule contradiction entre ce que nous disons maintenant et ce que nous disions il y a cinquante ans.

Ce n'est donc pas de revision qu'il s'agit, mais de développement et d'application aux contingences actuelles.

Quand les idées anarchistes étaient une nouveauté qui provoquait l'étonnement et la stupeur, quand on ne pouvait faire de propagande qu'en vue d'un lointain avenir et que même les tentatives insurrectionnelles et les procès volontairement provoqués et soutenus ne servaient qu'à attirer l'attention publique dans un but de propagande, alors pouvaient suffire la critique de la société actuelle et l'exposé de l'idéal auquel on aspirait. Même les questions de tactique n'étaient au fond que des questions sur les meilleurs moyens de propager les idées et de préparer les individus et les masses aux transformations désirées.

Mais aujourd'hui les temps sont plus mûrs, les circonstances sont changées et tout fait croire que l'instant pourrait bien être imminent et n'est en tout cas pas très éloigné, où nous aurons la possibilité et serons dans la nécessité d'appliquer les théories aux faits et de montrer que nous avons raison contre les autres non seulement par la supériorité de notre idéal de liberté, mais aussi parce que nos idées et nos méthodes sont les plus pratiques pour atteindre le maximum de liberté et de bien être possible dans l'état actuel de la civilisation.

La réaction même, violente et tremblante, maintient le pays dans un état d'équilibre instable, qui laisse la porte ouverte à toutes les espérances comme à toutes les catastrophes. Et d'un moment à l'autre, les anarchistes peuvent être appelés à montrer leur valeur et à exercer sur les événements une pression qui au premier abord pourra n'être pas prépondérante, mais qui sera d'autant plus grande qu'ils seront en plus grand nombre et auront une valeur morale et technique plus haute.

Il faut donc profiter de cette période transitoire, qui ne peut être qu'une période de calme préparation, pour grouper le plus possible de forces morales et matérielles et pour se tenir prêts à tout événement.

* * *

Il est un fait qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que nous sommes une minorité relativement petite et qu'il en sera ainsi jusqu'au jour où un changement dans les circonstances extérieures — meilleures conditions économiques, liberté plus grande — mettra les masses en état de mieux nous comprendre et nous permettra d'expliquer pratiquement notre œuvre.

Or, les conditions économiques ne s'améliorent pas de façon sensible et stable et la liberté n'augmentera pas vraiment tant que seront en vigueur le système capitaliste et l'organisation étatiste, soutien du privilège. Donc le jour où l'équilibre sera rompu pour des causes qui en grande partie échappent à notre volonté, mais qui existent et qui produiront leurs effets, et où éclatera la révolution, nous nous trouverons comme maintenant une petite minorité parmi les différentes forces en conflit.

Que devrons-nous faire ?

Nous désintéresser du mouvement serait un suicide moral pour le présent et pour l'avenir, puisque sans notre action, sans l'action de ceux qui veulent pousser la révolution jusqu'à la transformation totale de toute l'organisation sociale, jusqu'à l'abolition de tous les privilèges et de toutes les autorités, la révolution se terminerait sans avoir rien transformé d'essentiel et nous nous retrouverions dans les conditions actuelles. Dans une révolution suivante, nous serions toujours une petite minorité et nous devrions encore nous désintéresser du mouvement, c'est-à-dire renoncer à la raison même de notre existence, qui est de combattre toujours pour la diminution de l'autorité et du privilège, jusqu'à l'heure de leur complète abolition, car nous croyons que la propagande, l'éducation ne peuvent atteindre qu'un nombre limité d'individus dans chaque milieu social et qu'il faut changer les conditions ambiantes pour que soit possible l'élévation morale de toute une couche d'individus.

Que faire donc ?

Provoquer si possible nous-mêmes le mouvement, y participer de toutes manières, de toutes nos forces, y imprimer le plus que nous pourrons le caractère libertaire et égalitaire, appuyer toutes les forces de progrès, défendre le meilleur quand on ne peut pas atteindre l'excellent, mais conserver toujours bien distinct notre caractère d'anarchistes qui ne veulent pas le pouvoir et supportent mal que d'autres le prennent.

Parmi les anarchistes — disons plutôt les soi-disant anarchistes — il en est qui pensent que la masse n'étant pas dès maintenant capable de s'organiser anarchiquement et de défendre la révolution par des méthodes anarchistes, nous devrions nous emparer nous-mêmes du pouvoir et « imposer l'anarchie par la force ». (La phrase, comme le savent nos lecteurs, a été prononcée littéralement dans toute sa crudité.)

Je ne m'attarderai pas à répéter que celui qui croit à la puissance éducative de la force brutale et à la liberté créée et développée par l'œuvre des gouvernements peut être tout ce que l'on voudra, pourrait même aveir raison contre nous, mais ne peut se dire anarchiste qu'en mentant à soi-même et aux autres.

Je ferai seulement observer que s'il doit y avoir un gouvernement, ce n'est pas nous qui pouvons être ce gouvernement, et parce que nous sommes une trop petite minorité, et parce que nous n'avons pas les qualités nécessaires pour conquérir et conserver le pouvoir — et que, disons-le pour l'amour du vrai, même parmi les singuliers camarades qui voudraient concilier l'anarchie avec la dictature « provisoire », il ne s'en trouve pas ou trop peu qui soient capables de faire le législateur, le juge, le gendarme et... le général massacreur. Il s'en trouverait peut être bien quelques uns parmi nous, non parmi les meilleurs, que par simplicité ou pour des raisons peu avouables, se rallieraient au parti triomphant et chercheraient à avoir leur part du gâteau gouvernemental, mais ceux-ci ne feraient que trahir la cause que nous entendons défendre, comme ont fait certains prétendus anarchistes russes, comme font ces socialistes qui s'allient aux bourgeois pour le progrès du socialisme ou ces républicains qui se donnent à la monarchie pour préparer la république.

Il faut durant la révolution s'employer pour que les masses s'emparent de la terre, des instruments de travail et de toute la richesse sociale, pour qu'elles réclament et prennent toute la liberté qui leur convient et pour qu'elles organisent comme elles peuvent et comme elles veulent la production, l'échange et toute la vie sociale indépendamment de toute intervention du gouvernement. Il faut combattre toute centralisation pour laisser toute liberté aux localités et empêcher que l'on se serve des masses arriérées, toujours la grande majorité, pour arrêter l'élan des régions, des communes, des groupes les plus avancés — et il faut prétendre pour nous-mêmes à la plus complète autonomie et aux moyens d'organiser notre vie à notre manière, et chercher à entraîner les masses par la force de l'exemple et l'évidence des résultats obtenus.

Errico Malatesta.

(*Traduit de* Pensiero e Volontà.)

Lois de l'Histoire

La première catégorie d'événements que constate l'historien nous montre comment, par l'effet d'un développement inégal chez les individus et dans les sociétés, toutes les collectivités humaines, à l'exception des peuplades restées dans le naturisme primitif, se dédoublent pour ainsi dire en classes ou en castes, non seulement différentes, mais opposées d'intérêts et de tendances, même franchement ennemies dans toutes les périodes de crise. Tel est, sous mille formes, l'ensemble des faits que l'on observe en toutes les contrées de l'univers, avec l'infinie diversité que déterminent les sites, les climats et l'écheveau de plus en plus entremêlé des événements.

Le deuxième fait collectif, conséquence nécessaire du dédoublement des corps sociaux, est que l'équilibre rompu d'individu à individu, de classe à classe, se balance constamment autour de son axe de repos : le viol de la justice crie toujours vengeance. De là, d'incessantes oscillations. Ceux qui commandent cherchent à rester les maîtres, tandis que les asservis font effort pour reconquérir la liberté, puis, entraînés par l'énergie de leur élan, tentent de reconstituer le pouvoir à leur profit. Ainsi des guerres civiles, compliquées de guerres étrangères, d'écrasements et de destructions, se succèdent en un enchevêtrement continu, aboutissant diversement, suivant la poussée respective des éléments en lutte. Ou bien les opprimés se soumettent, ayant épuisé leur force de résistance : ils meurent lentement et s'éteignent, n'ayant plus l'initiative qui fait la vie ; ou bien c'est la revendication des hommes libres qui l'emporte, et, dans le chaos des événements, on peut discerner de véritables révolutions, c'est-à-dire des changements de régime politique, économique et social dûs à la compréhension plus nette des conditions du milieu et à l'énergie des initiatives individuelles.

Un troisième groupe de faits, se rattachant à l'étude de l'homme dans tous les âges et tous les pays, nous atteste que nulle évolution dans l'existence des peuples ne peut être créée si ce n'est par l'effort individuel. C'est dans la personne humaine, élément primaire de la société, qu'il faut chercher le choc impulsif du milieu, destiné à se traduire en actions volontaires pour répandre les idées et participer aux œuvres qui modifieront l'allure des nations. L'équilibre des sociétés n'est instable que par la gêne imposée aux individus dans leur franche expansion. La société libre s'établit par la liberté fournie dans son développement complet à chaque personne humaine, première cellule fondamentale, qui s'agrège ensuite et s'associe comme il lui plaît aux autres cellules de la changeante humanité. C'est en proportion directe de cette liberté et de ce développement initial de l'individu que les sociétés gagnent en valeur et en noblesse : c'est de l'homme que naît la volonté créatrice qui construit et reconstruit le monde.

La « lutte de classes », la recherche de l'équilibre et la décision souveraine de l'individu, tels sont les trois ordres de faits que nous révèle l'étude de la *géographie sociale* et qui, dans le chaos des choses, se montrent assez constants pour qu'on puisse leur donner le nom de « lois ». C'est déjà beaucoup de les connaître et de pouvoir diriger d'après elles sa propre conduite et sa part d'action dans la gérance commune de la société, en harmonie avec les influences du milieu, connues et scrutées désormais. C'est l'observation de la Terre qui nous explique les événements de l'Histoire, et celle-ci nous ramène à son tour vers une étude plus approfondie de la planète, vers une solidarité plus consciente de notre individu, à la fois si petit et si grand, avec l'immense univers.

Elisée Reclus.

L'ennemi c'est le maître.

PAGES de PROUDHON

LA JUSTICE.

(Suite et fin)

Là où il n'y a pas de convention, il ne peut y avoir, au for extérieur, ni crime ni délit. Et je vous prends ici par vos propres maximes : *Tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis ;* et : *La loi ne dispose que pour l'avenir, et n'a pas d'effet rétroactif.*

Eh bien ! la loi, ceci est écrit depuis soixante ans dans toutes vos constitutions, la loi, c'est l'expression de la souveraineté du Peuple, c'est-à-dire, ou je ne m'y connais pas, le contrat social, l'engagement personnel de l'homme et du citoyen. Tant que je ne l'ai pas voulue, cette loi ; tant que je ne l'ai pas consentie, votée, signée, elle ne m'oblige point, elle n'existe pas. La préjuger avant que je la reconnaisse, et vous en prévaloir contre moi malgré ma protestation, c'est lui donner un effet rétroactif, et la violer elle-même. Tous les jours il vous arrive de casser un jugement pour un vice de forme. Mais il n'est pas un de vos actes qui ne soit entaché de nullité, et de la plus monstrueuse des nullités, la supposition de la loi. Soufflard, Lacenaire, tous les scélérats que vous envoyez au supplice, s'agitent dans leur fosse, et vous accusent de faux judiciaires. Qu'avez-vous à leur répondre ?

Ne parlons pas de consentement tacite, de principes éternels de la société, de morale des nations, de conscience religieuse. C'est précisément parce que la conscience universelle reconnait un droit, une morale, une société, qu'il fallait en exprimer les préceptes, et les proposer à l'adhésion de tous. L'avez-vous fait ? Non : vous avez édicté ce qu'il vous a plu ; et vous appelez cet édit règle des consciences, *dictamen* du consentement universel. Oh ! il y a trop de partialité dans vos lois, trop de choses sous-entendues, équivoques. sur lesquelles nous ne sommes point d'accord. Nous protestons, et contre vos lois, et contre votre justice.

Consentement universel ! cela rappelle le prétendu principe que vous nous présentez aussi comme une conquête, que tout accusé doit être envoyé devant ses pairs, qui sont ses *juges naturels*. Dérision ! Est-ce que cet homme, qui n'a pas été appelé à la discussion de la loi, qui ne l'a pas votée, qui ne l'a pas même lue, qui ne la comprendrait point s'il la pouvait lire, qui n'a pas seulement été consulté sur le choix du législateur, est-ce qu'il a des juges naturels ! Quoi ! des capitalistes, des propriétaires, des gens heureux, qui se sont mis d'accord avec le gouvernement, qui jouissent de sa protection et de sa faveur, ce sont les juges naturels du prolétariat ! Ce sont là les *hommes probes et libres qui, sur leur honneur et leur conscience,* quelle garantie pour un accusé ! *devant Dieu,* qu'il n'a jamais entendu ; *devant les hommes,* au nombre desquels il ne compte pas, le déclareront coupable ; et s'il proteste de la mauvaise condition que lui a faite la société, s'il rappelle les misères de sa vie et toutes les amertumes de son existence, lui opposeront le consentement tacite et la conscience du genre humain !

Non, non, magistrats, vous ne soutiendrez pas davantage ce rôle de violence et d'hypocrisie. C'est bien assez que nul ne revoque en doute votre bonne foi, et qu'en considération de cette bonne foi l'avenir vous absolve, mais vous n'irez pas plus loin. Vous êtes sans titre pour juger ; et cette absence de titre, cette nullité de votre investiture, elle vous a été implicitement signifiée le jour où fut proclamé, à la face du monde, dans une fédération de toute la France, le principe de la souveraineté du Peuple, qui n'est autre que celui de la souveraineté individuelle.

Il n'y a, souvenez-vous en, qu'une seule manière de faire justice : c'est que l'inculpé, ou simplement l'assigné, la fasse lui-même. Or, il la fera, lorsque chaque citoyen aura paru au pacte social ; lorsque, dans cette convention solennelle, les droits, les obligations et les attributions de chacun auront été définis, les garanties échangées, et la sanction souscrite.

Alors la justice, procédant de la liberté, ne sera plus vengeance, elle sera réparation. Comme entre la loi de la société et la volonté de l'individu il n'existera plus d'opposition, la récrimination lui sera fermée. il n'aura de refuge que l'aveu.

Alors aussi l'instruction des procès se réduisant à une simple convocation de témoins, entre le plaignant et l'accusé, entre le plaideur et sa partie il ne sera besoin d'autre intermédiaire que les amis dont ils invoqueront l'arbitrage. Dès lors, en effet, que, suivant le principe démocratique, le juge doit être l'élu du justiciable, l'Etat se trouve exclu des jugements comme des duels ; le droit de justice rendu à tout le monde est la meilleure garantie des jugements.

L'abolition complète, immédiate, sans transition ni substitution aucune, des cours et tribunaux, est une des premières nécessités de la révolution. Quelque délai que l'on prenne pour les autres réformes ; que la liquidation sociale, par exemple, ne s'effectue qu'en vingt-cinq ans, et l'organisation des forces économiques en un demi-siècle : dans tous les cas, la suppression des autorités judiciaires ne peut souffrir d'ajournement.

Au point de vue des principes, la justice constituée n'est jamais qu'une formule du despotisme, par conséquent une négation de la liberté et du droit. Là où vous laisserez subsister une juridiction, là vous aurez élevé un monument de contre-révolution, duquel resurgira tôt ou tard une autocratie politique ou religieuse.

Au point de vue politique, remettre aux anciennes magistratures, imbues d'idées néfastes, l'interprétation du nouveau pacte, ce serait tout compromettre. Nous ne le voyons que trop : si les gens de justice se montrent impitoyables à l'égard des socialistes, c'est que le socialisme est la négation de la fonction juridique, comme de la loi qui la détermine. Quand le juge prononce sur le sort d'un citoyen prévenu, d'après la loi, d'idées, de paroles ou d'écrits révolutionnaires, ce n'est plus un coupable qu'il frappe, c'est un ennemi. Par respect de la justice, supprimez ce fonctionnaire, qui, en faisant droit, combat pour sa toge et son foyer.

Du reste, la voie est tracée : les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, les constitutions d'arbitres et les nominations d'experts si fréquemment ordonnées par les tribunaux, sont autant de pas déjà fait vers la démocratisation de la justice. Pour mener le mouvement à fin, il suffit d'un décret donnant autorisation d'informer et jugement exécutoire à tous arbitrages, constitués à la demande de parties quelconques.

P.-J. Proudhon (1809-1865).

Ici et là

UN ILLUSTRE GRÉVISTE.

C'était aux environs de 1502. Le pape avait commandé son tombeau à Michel-Ange. Un jour que le Saint-Père était occupé, Michel-Ange voulut le voir. Un valet lui barra le passage. — « Eh bien ! s'écria le sculpteur, dites au pape que, s'il veut me voir désormais, il m'envoie chercher. » Là-dessus, sautant à cheval et partant au galop, il ne s'arrêta qu'au delà de la frontière des Etats de l'Eglise.

Cette rupture de contrat mit Jules II en rage. Cinq courriers envoyés pour ramener le gréviste ne purent l'atteindre qu'en pays toscan. Ils firent les méchants. Michel-Ange leur dit : « Partez ou je vous tue. »

RELATIONS SOCIALES.

La poule est du village et c'est à la ville qu'on la mange. *(Proverbe espagnol.)*

C'est au travail et aux travailleurs qu'on doit tout ; mais ce sont les rentiers, les oisifs qui ont tout : les travailleurs se privent.

UTOPIE.

Vers 1670, un savant français, Amontous, eut l'idée du télégraphe aérien. Il proposait de placer « dans plusieurs postes consécutifs, des gens qui, par des lunettes de longue-vue, ayant aperçu certains signaux du poste précédent, les transmettraient au suivant, et ainsi de suite ; et ces différents signaux seraient autant de lettres d'un alphabet. »

Ce projet fut abandonne comme chimérique. Il fallut plus d'un siècle pour que Chappe, en 1792, reprit cette folle idée. L'utopie devint réalité et, d'utopie en utopie, nous avons réalisé la télégraphie électrique et finalement la télégraphie sans fil.

C'est ainsi que, d'utopie en utopie, en dépit des tardigrades, par dessus les rétrogrades, que nous arriverons à la Cité Future. En avant, les utopistes !

A PROPOS DU BOURREAU.

Lu récemmment dans la *Bataille Syndicaliste :*

Le meurtrier légal Deibler et ses complices ont quitté Paris pour aller « zigouiller » à Toulouse un autre meurtrier nommé Albas.

Ce dernier a commis un crime atroce. Il a assommé à coups de bûche son père et sa mère, domiciliés à Aucamville, aux portes de Toulouse. Le mobile de son crime était le besoin d'argent.

C'est d'ailleurs ce même mobile qui guide Deibler et ses aides dans leurs sanglants exploits.

Voilà quelques lignes qui en disent plus, et plus nettement, que de longs articles. C'est court et saisissant, et c'est décisif.

EN LISANT.

Savez-vous comment Tœpfer (notre Tœpfer national) parlait des douaniers ? Voyez, lisez :

Alors on voit une sort de gredin décoré, figure équivoque, reste de mouchard, dont l'échine est faussée par d'anciens coups de bâton reçus dans l'exercice de ses fonctions, dont l'œil est faux, le ton impératif, toute l'encolure basse et insolente à la fois ; un de ces hommes dont l'administration décore la boutonnière, afin qu'ils ne soient pas jetés à l'eau par le premier gentleman venu ; un de ces hommes qui font trembler les passagers honnêtes, et qui font penser aux coquins qu'avec eux on pourrait s'entendre ; un de ces hommes, debris de police, etc.

Tœpfer avait la haine, une haine rouge, de ces hommes chargés de vérifier les passeports à son époque. Chaque fois qu'il en parle, il devient violemment lyrique.

La *Voix du Peuple* sait ce qu'il en coûte d'avoir traité un « gâpion » de chien de garde ! C'eût été succulent vraiment, au procès qui nous fut fait alors, de lire cette page de Tœpfer. Eau de rose, notre langage, en comparaison !

D'ACCORD.

...à l'heure actuelle, quiconque pince la corde patriotique ou souffle dans le mirliton national est certain du succès. L'effet est aussi sûr que facile. *(Journal de Genève,* 31 octobre 1913.)

— Avis contraire : levez la main !

— Personne.

— Adopté !

LE « BON » DIEU.

« Il est si bon », roucoulent ses prêtres. Et ils nous dépeignent son Royaume : parfums, rayons, harmonies suaves.... Tout ce qu'une Exposition d'horticulture peut offrir de plus extraordinaire, tout ce que le Palais de l'électricité peut fournir de plus éblouissant, tout ce que les Conservatoires de musique peuvent prodiguer de plus enchanteur, tout ce qu'on peut espérer, souhaiter, rêver, le Royaume des cieux nous le donne. Dieu est si bon ! Voilà la thèse.

Mais il y a l'antithèse.

Ces prêtres annonciateurs de ce paradis mirifique, où toutes les merveilles se répandent comme chues d'une inépuisable et incommensurable panier percé, où des milliers de petites bouches angéliques ne sont occupées qu'à nous baiser délicieusement du haut en bas, — ces mêmes prêtres nous présentent leur Dieu si bon comme un être irascible, vindicatif et féroce : un bourreau de bienfaisance !

Ce « bon » Dieu a inventé des supplices qui ne finissent jamais. Obéissez, conformez-vous constamment, aveuglément, absolument et instantanément, à ses ordres souvent contradictoires, — auxquels il ne se conforme pas lui-même. Obéissez ! Le mal devient bien quand il est ordonné par lui. Obéissez ! Chercher à comprendre ses ordres, c'est déjà pécher. Obéissez sans comprendre (comme s'il était si aisé d'obéir sans comprendre !) Obéissez ! sinon vous serez torturés aussi longtemps que Dieu sera Dieu. Non seulement les maux d'un damné sont extrêmes, raffinés, mais encore *éternels* en effet. Quand un damné aura répandu autant de larmes qu'il en faudrait pour causer un nouveau déluge, ne versât-il qu'un pleur par siècle, il ne sera pas plus avancé après tant de milliards de siècles que s'il commençait à souffrir. Il recommencera et quand il aura recommencé autant de fois qu'il y a de grains de sable sur la terre, tout cela comptera pour rien. Toujours vivant et toujours râlant, immortel dans sa mort, le damné gémit interminablement sur des lits de flammes, outré de furieuses et irrémédiables douleurs.

Que sont, comparées à ces agissements du « bon » Dieu, les tortures les plus épouvantables, inventées et exécutées par les pires des hommes pour supplicier leurs victimes ?

Condamner à des tourments sans fin des malheureux, en sachant qu'on ne tirera aucun profit de leurs souffrances, on ne saurait manifester plus de haine et d'une qualité plus horrible.

Et voilà leur « bon Dieu », le Dieu qui nous commande (à nous) d'aimer nos ennemis et de rendre le bien pour le mal ! Que ne donne-t-il l'exemple ?

Moi, si j'avais à vanter le « bon » Dieu, j'en ferais un bon diable, tout simplement.

PROVERBE AMÉRICAIN.

Pas de richards, pas de peinards ; un seul richard, tas de peinards.

Louis Avennier.

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.